

produits chimiques et biologiques. Le Groupe d'Australie, qui s'est tout d'abord fixé des objectifs limités, réglemente aujourd'hui la vente de cinquante précurseurs et de technologies pouvant servir à produire des armes chimiques. Les progrès ont été considérables sur ce plan, mais il reste beaucoup à faire. En particulier, il reste à harmoniser les politiques des pays d'Europe de l'Est avec celles des membres du Groupe d'Australie. Il faudra trouver des lignes de conduite face aux pays qui n'appliquent aucune norme d'exportation, comme le Brésil ou la Chine.

M^{me} Harris a ensuite abordé la question des sanctions. Il faut punir les fournisseurs et les acheteurs d'armes chimiques, grâce à des embargos internationaux et aux instruments prévus par les lois internationales. Toutefois, il faut aussi penser à punir les utilisateurs de gaz de combat, par des mesures diplomatiques et économiques. En 1988, le président Mitterrand avait proposé un embargo complet sur la haute technologie et les armes acheminées à des utilisateurs d'armes chimiques. Les présidents Bush et Gorbatchev se sont prononcés en faveur de telles sanctions en 1990. Les États-Unis sont prêts à considérer l'emploi d'armes chimiques comme un «accroc extrêmement grave au droit international», et une loi exigeant des sanctions obligatoires dans de tels cas devrait être votée cette année.

Dans la négociation de la CAC, on a des problèmes sur ce sujet, parce que les grandes puissances refusent d'être liées par des sanctions internationales obligatoires. Cependant, le Conseil de sécurité ou l'Assemblée générale pourraient assumer un plus grand rôle dans ce dossier, en servant, par exemple, des avertissements aux utilisateurs potentiels et en imposant des sanctions en cas d'utilisation. M^{me} Harris a aussi parlé d'un aspect moins connu de la non-prolifération des armes chimiques, c'est-à-dire l'aide aux victimes d'attaques chimiques. Si la communauté internationale pouvait garantir la prestation de services de détection, de protection et de décontamination ainsi que des traitements médicaux, les utilisateurs potentiels seraient forcés de réviser leurs calculs sur l'utilité des gaz. De même, si l'on garantissait une protection militaire aux pays qui auraient subi des attaques chimiques, les détenteurs de ces armes hésiteraient à y recourir.